

Revue de presse du 1^{er} au 15 mai 2021

AFRIQUE

Libye.....	2
Maroc.....	2
Tunisie.....	3

EUROPE

Union européenne

Frontex.....	3
Conseil de l'Europe.....	4
Pacte européen sur la migration et l'asile.....	4

Pays membres de l'Union européenne

Danemark.....	5
Espagne.....	5
France.....	6
Grèce	6
Italie.....	7
Slovénie.....	8

Pays non-membres de l'Union européenne

Royaume-Uni.....	8
------------------	---

MOYEN-ORIENT

Liban.....	9
------------	---

OCÉANIE

Australie.....	9
----------------	---

AFRIQUE

Libye

- **InfoMigrants**, [Five migrants drown fleeing Libya, 700 returned to detention](#), le 10 mai 2021.
- **The Independent**, [UN says 5 migrants drowned; over 700 intercepted off Libya](#), le 10 mai 2021.

Le 9 mai, le naufrage d'une embarcation de 45 migrant·e·s en Méditerranée centrale a coûté la vie à cinq personnes, et les 40 autres personnes secourues par des pêcheurs ont été débarquées en Libye. Le même jour, plus de 700 migrant·e·s ont été intercepté·e·s en mer et renvoyé·e·s en centre de détention par les garde-côtes libyens. Selon l'OIM, plus de 7 000 migrant·e·s ont été intercepté·e·s et renvoyé·e·s en Libye au cours de l'année 2021.

Maroc

- **Yabiladi**, [Des responsables marocains formés par Frontex pour le sauvetage des migrants en haute mer](#), le 6 mai 2021.
- **El Pais**, [Frontex instruye a Marruecos en el rescate de inmigrantes](#), le 5 mai 2021.

Depuis septembre 2019, l'agence Frontex a formé les garde-côtes marocains dans l'interception et le sauvetage des migrant·e·s en mer, lors de quatre sessions organisées dans les eaux internationales grecques et maltaises. La durée et le contenu des formations n'ont pas été communiqués, mais il apparaît que « Frontex coopère avec les garde-côtes nord-africains dans une plus large mesure qu'elle ne l'a fait savoir jusqu'à présent » remarque l'eurodéputée germano-turque Özlem Demirel, et sans passer par l'Espagne, traditionnel partenaire européen du Maroc dans la surveillance des frontières. Ce qui serait « une preuve supplémentaire de la façon dont l'agence devient de plus en plus autonome et incontrôlable », et d'une coopération bilatérale entre l'agence européenne et le Maroc qui serait en réalité un moyen d'impliquer les garde-côtes africains dans la protection non pas des personnes exilées, mais bien des frontières européennes.

- **InfoMigrants**, [Maroc : arrestation en "pleine nuit" de dizaine de migrants à Laâyoune](#), le 10 mai 2021.

Une dizaine de migrant·e·s dépourvu·e·s de droit au séjour ont été arrêté·e·s par les autorités marocaines à Laâyoune (Sahara occidental), dans la nuit du 7 au 8 mai. L'association marocaine pour les droits de l'Homme (AMDH) dénonce l'illégalité de ces rafles, les autorités s'étant introduites au domicile des personnes sans ordonnance du tribunal, pour y interpellier des enfants et des femmes enceintes alors même que cette pratique est contraire à la législation marocaine et à la Convention internationale des droits de l'enfant, ratifiée par le Maroc. Le Groupe antiraciste de défense et d'accompagnement des étrangers et migrants (GADEM) indique que ces rafles sont pourtant fréquentes dans la ville de Laâyoune, géographiquement proche des îles Canaries, compte tenu de la pression exercée par l'UE et l'Espagne sur le Maroc pour empêcher les migrant·e·s d'atteindre l'Europe via les îles espagnoles.

Tunisie

- **InfoMigrants**, [Trente-huit migrants “sur le point de couler” secourus au large de la Tunisie](#), le 6 mai 2021.
- **VOA Afrique**, [“L’Europe ou la mort” : des migrants décidés à quitter la Tunisie](#), le 3 mai 2021.

38 migrant·e·s ayant tenté de rejoindre l’Europe ont été secouru·e·s par les garde-côtes tunisiens au large de la Tunisie dans la nuit du 4 au 5 mai, alors que leur embarcation était sur le point de couler. *InfoMigrants* indique que les départs de la Tunisie vers l’Europe sont en hausse depuis 2020, et que les ressortissant·e·s d’Afrique subsaharienne représentent plus de 53% des personnes tentant la traversée depuis le début de 2021. Selon les deux articles, la hausse des départs vers l’Europe des personnes étrangères venues travailler en Tunisie s’explique à la fois par un racisme important à leur égard, mais également par la perte de leur emploi dans le secteur informel en raison de la pandémie.

EUROPE

Union européenne

- **The Guardian**, [Revealed : 2000 refugee deaths linked to illegal EU pushbacks](#), le 5 mai 2021.
- **Daily Sabah**, [At least 2000 migrants killed in EU pushbacks in 2020, report says](#), le 5 mai 2021.
- **Libération**, [Une violence sans limite contre les migrants aux frontières de l’Europe](#), le 4 mai 2021.
- **InfoMigrants**, [Selon The Guardian, plus de 2000 personnes sont mortes à la suite de refoulements illégaux aux portes de l’Europe](#), le 5 mai 2021.

La fermeture partielle ou complète des frontières de plusieurs pays européens en raison de la pandémie s’est accompagnée de la multiplication des refoulements par les États membres et l’agence Frontex en 2020 - des pratiques ayant causé la mort de 2 000 personnes sur les 40 000 refoulées en 2020, selon *The Guardian*. Les refoulements auraient eu lieu principalement en Croatie, Grèce, en Méditerranée centrale (en lien avec le protocole d’entente entre l’Italie et la Libye) et à Malte.

Frontex

- **Der Spiegel**, [Europapolitiker verlangen Rücktritt von Frontex-Chef Leggeri](#), le 1er mai 2021.

Plusieurs parlementaires européens ont demandé à la Commission européenne la démission du directeur exécutif de l’agence Frontex, après qu’une enquête réalisée par plusieurs médias a révélé la coopération directe entre celle-ci et les garde-côtes libyens dans l’interception des migrant·e·s en Méditerranée centrale. Ils et elles accusent Fabrice Leggeri d’avoir menti au Parlement, lorsque celui-ci affirmait le 1er mai informer tous les centres maritimes de sauvetage compétents, y compris celui de Tripoli, pour porter secours aux embarcations en détresse. L’investigation des médias a pourtant révélé que Frontex alerte uniquement les garde-côtes libyens (via messagerie WhatsApp), et non les bateaux de sauvetage des ONG qui seraient situés à proximité. La Commission européenne a déclaré le 30 avril vouloir « éclaircir » le rôle de Frontex dans l’interception des exilé·e·s par les garde-côtes libyens, lors du prochain Conseil d’administration de l’agence, tout en défendant la légalité d’une

simple transmission d'informations sur la position des embarcations d'exilé·e·s aux centres maritimes « compétents ».

Conseil de l'Europe

- **Médiapart**, [Le Conseil de l'Europe appelle la Grèce à « mettre un terme » aux refoulements de migrants](#), 12 mai 2021.
- **Quotidien**, [Le Conseil de l'Europe appelle la Grèce à cesser les refoulements de migrants](#), le 12 mai 2021.
- **Greek reporter**, [European rights body urges Greece to stop migrants pushbacks](#), le 12 mai 2021.
- **Ekathimerini**, [Council of Europe accuses Greece of migrant pushbacks](#), le 12 mai 2021.

Dans un courrier du 3 mai¹, la Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe demande au gouvernement grec de cesser de refouler les exilé·e·s, et de garantir des enquêtes « indépendantes » et « efficaces » sur ces pratiques de refoulement, documentées et dénoncées depuis plusieurs années. La Commissaire appelle également la Grèce à « reconsidérer le caractère fermé » des futurs camps, afin « d'assurer la liberté de mouvement de leurs occupant·e·s ». Dans leur réponse², plusieurs ministres grecs démentent une nouvelle fois les accusations de refoulements, et accusent la Turquie d'aider les migrant·e·s à se rendre sur les îles grecques. Ils ajoutent que la liberté de mouvement sera assurée à l'intérieur et à l'extérieur de camp, sauf dans la zone d'enfermement prévue pour les personnes qui devraient être renvoyées vers la Turquie.

Pacte européen sur la migration et l'asile

- **Euractiv**, [Pacte sur les migrations : la Commission reconnaît que les progrès sont "lents"](#), le 12 mai 2021.
- **InfoMigrants**, [Rome appelle l'UE à relocaliser des migrants débarqués en Italie](#), le 12 mai 2021.
- **InfoMigrants**, [Migrants : Tunisia says no to reception centers](#), le 13 mai 2021.
- **InfoMigrants**, [Niger : "Nous avons mis en place un dispositif un peu plus répressif" pour lutter contre l'immigration clandestine](#), le 14 mai 2021.
- **Cyprus mail**, [EU should concentrate on effective returns of third country nationals, says Nouris](#), le 12 mai 2021.

Une rencontre sur le Pacte européen sur la migration et l'asile, sous la présidence portugaise, a réuni les ministres de l'Intérieur des États membres de l'UE et plusieurs ministres africains (Égypte, Libye, Tunisie, Algérie, Maroc, Mauritanie, Sénégal et Niger), ainsi que des représentants de la Commission, de l'agence Frontex, de l'EASO, du HCR, et de l'OIM le 11 mai dernier. Sans surprise, les discussions ont principalement porté sur la coopération entre l'UE et l'Afrique en matière de « retours » : la réadmission des exilé·e·s, les politiques de retours dits « volontaires » et la lutte contre

¹ [Lettre de la Commissaire aux droits de l'Homme adressée au ministre de la Protection des citoyens, au ministre des Migrations et de l'asile et au ministre de la Marine et de la Politique insulaire de la Grèce.](#)

² [Réponse des autorités grecques.](#)

les « passeurs »³. Si le Niger s'est montré plus coopératif avec l'UE en matière de renforcement du contrôle de ses frontières, la Tunisie maintient son refus d'installer des "hotspots" sur son territoire. L'Italie a réclamé une nouvelle fois une meilleure répartition au sein de l'UE des exilé·e·s débarqué·e·s, sur le modèle de la Déclaration de Malte (2019), alors que les arrivées d'exilé·e·s sur les îles de Lampedusa et de la Sicile, dénombrées à 13 000, ont triplé au cours de l'année 2021.

Danemark

- **InfoMigrants**, [Denmark seeks to externalize asylum obligations to Rwanda](#), le 6 mai 2021.
- **MAP express**, [Le Danemark en passe d'externaliser les demandes d'asile](#), le 7 mai 2021.
- **Le Monde**, [Le Danemark veut sous-traiter les demandes d'asile au Rwanda](#), le 11 mai 2021.
- **RFI**, [Le Rwanda assure qu'il ne s'est pas engagé à recevoir des demandeurs d'asile du Danemark](#), le 14 mai 2021.

Alors que les autorités danoises ont décidé de renvoyer les réfugié·e·s syrien·ne·s dans la région de Damas, le Danemark poursuit sa politique anti-migratoire en signant un Protocole d'entente avec le Rwanda le 27 avril 2021⁴. Ce projet permet au Danemark de sous-traiter au Rwanda l'accueil des demandeur·euse·s d'asile et l'examen de leur demande, ainsi que l'expulsion des personnes déboutées vers leur pays d'origine. Le Rwanda est considéré comme un partenaire idéal par le Danemark dans la politique d'externalisation de l'UE. Il accueille en effet depuis 2019, le programme d'urgence du HCR visant à évacuer les personnes les plus vulnérables des centres de détention libyens pour les placer dans des centres de transit d'urgence (dans le cadre du mécanisme de transit d'urgence - ETM⁵), au sein desquels sont évaluées les possibilités de réinstallation dans un autre pays africain ou européen, l'intégration au Rwanda ou bien un retour dans le pays d'origine. Alors que ce protocole, juridiquement non-contraignant, ne signifie pas nécessairement l'expulsion des demandeur·euse·s d'asile du Danemark vers le Rwanda - celui-ci prévoit de rendre progressivement inaccessible le système de protection danois aux personnes exilées.

Espagne

- **El País**, [El Gobierno duplica los traslados de migrantes desde Canarias a la Península](#), le 6 mai 2021.

Selon *El País*, le gouvernement espagnol a doublé les transferts d'exilé·e·s sur la péninsule espagnole depuis les îles Canaries en 2021 (4 300 personnes transférées de janvier jusqu'au 23 avril 2021 contre seulement 2 100 personnes en 2020). Craignant cependant les critiques liées à un pseudo « appel d'air » le ministère de l'Intérieur dément avoir « assoupli » ses exigences en matière de transferts, et prétend opérer un choix parmi les exilé·e·s pour transférer les plus vulnérables. Alors que les expulsions vers le Maroc sont en principe suspendues en raison de la pandémie, et que les centres d'accueil et les hôtels canariens sont saturés, le gouvernement espagnol souhaite réduire le

³ [Ministerial conference on migration flows management.](#)

⁴ [Mémorandum d'entendement entre le ministre des Affaires étrangères, le ministre de l'Immigration et de l'Intégration du Danemark et le ministre des Affaires étrangères et de la coopération internationale du Rwanda.](#)

⁵ Voir Note #11 de Migreurop « [Protéger et contrôler : les deux visages du HCR](#) », mai 2020.

nombre d'exilé·e·s présent·e·s sur les îles Canaries, en vue de la possible reprise de leurs arrivées dans les prochains mois.

France

- **InfoMigrants**, [Human Rights Watch dénonce les expulsions de jeunes migrants à la frontière franco-italienne](#), le 5 mai 2021.
- **RFI**, [Un rapport de HRW dénonce le refoulement de jeunes migrants à la frontière franco-italienne](#), le 6 mai 2021.

Dans un rapport⁶, l'ONG *Human Rights Watch* (HRW) accuse la police française de falsifier l'âge des mineur·e·s isolé·e·s, qui deviennent majeur·e·s, afin de pouvoir les refouler en Italie - la France étant tenue de prendre en charge toute personne mineure indépendamment de son statut administratif. Elle dénonce également l'enfermement « abusif » et « traumatisant » des personnes en attente d'être refoulées vers l'Italie dans des préfabriqués de la Police aux frontières (PAF) à Menton. Ces préfabriqués sont présentés comme des zones de non-droit car les personnes enfermées se voient refuser l'accès à une assistance juridique, et subissent des conditions d'accueil indignes (pas assez de couchages, de nourriture, et défaut d'accès aux soins)⁷. Selon *Infomigrants* et RFI, 80 personnes auraient été quotidiennement refoulées vers l'Italie en 2021, à la suite des contrôles frontaliers, rétablis par la France en 2015, ce que n'a eu de cesse de dénoncer l'Anafé depuis de nombreuses années⁸.

Grèce

- **Infomigrants**, [Dans le camp de Lesbos, une trentaine de migrants testés positifs au Covid](#), le 10 mai 2021.
- **20 minutes**, [Grèce : les cas de Covid se multiplient dans le camp de migrants de Lesbos](#), le 7 mai 2021.

Alors que 6 000 exilé·e·s sont bloqué·e·s dans le camp de Mavrovouni (île de Lesbos), une trentaine de cas de contaminations au Covid-19 a été détecté. Une campagne de vaccination a débuté il y a plusieurs semaines au sein du camp, mais beaucoup refusent la vaccination pour protester contre leurs mauvaises conditions de vie, qui ne se sont pas améliorées après l'incendie de Moria en septembre 2020.

- **The Guardian**, ['A scene out of middle ages' : dead refugee found surrounded by rats at Greek camp](#), le 7 mai 2021.
- **InfoMigrants**, [Grèce : deux morts au camp de Vial à Chios en quelques jours](#), le 11 mai 2021.
- **eKathimerini**, [Somalian man found dead in Chios migrant camp](#), le 5 mai 2021.
- **eKathimerini**, [Iranian national, 51, found dead at Vial camp on Chios](#), le 10 mai 2021.

⁶HRW [Rapport], [France : Police expelling migrant children](#), le 5 mai 2021.

⁷InfoMigrants, [PAF de Menton : le Conseil d'État valide les préfabriqués abritant des migrants à la frontière franco-italienne](#), le 27 avril 2021.

⁸Anafé [Communiqué], [Une femme et son enfant renvoyés hier en Italie : Les refoulements illégaux des personnes en demande d'asile continuent en France](#), le 15 mai 2020.

Un ressortissant somalien de 28 ans et un ressortissant irakien de 51 ans ont été retrouvés morts dans le camp de Vial (Chios) à une semaine d'intervalle (respectivement les 3 et 9 mai). Les mauvaises conditions de vie et le manque d'hygiène au sein du camp, dénoncés depuis plusieurs années par les défenseur·e·s des droits, pourraient être à l'origine de leur décès, bien que les raisons exactes soient encore inconnues. Cette tragédie ne dissuade pas le gouvernement grec, qui prévoit toujours l'ouverture d'un nouveau camp à Chios.

- **InfoMigrants**, [Grèce : un Somalien risque de la prison ferme pour avoir secouru des migrants au large de Lesbos](#), le 13 mai 2021.

Le 2 décembre 2020, Mohammat H., un exilé somalien à bord d'un canot pneumatique en direction des îles grecques depuis la Turquie, avait pris le contrôle de l'embarcation sur le point de couler, afin de sauver la vie de la trentaine des passager·ère·s à bord. Il a cependant été accusé par les autorités grecques d'être un passeur pour avoir conduit le bateau, et d'avoir mis en danger la vie des autres passager·ère·s. Emprisonné sur l'île de Chios, dans l'attente de son procès qui s'est tenu le 13 mai à Mytilène, celui-ci encourt une peine de prison à perpétuité. Pour assurer la défense de Mohammat, ses avocats tentent de faire valoir l'article 25 du Code Pénal grec, selon lequel une personne qui enfreint la loi lors d'une « situation d'urgence » ne peut être condamnée si elle permet d'éviter le drame. Dans un communiqué⁹, l'association allemande *Borderline Europe* témoigne son soutien à Mohammat et condamne cette « injustice flagrante ». Elle rappelle que ce cas n'est pas isolé, puisque récemment un ressortissant afghan tenu responsable de la mort de son fils est également poursuivi et risque une peine de dix ans de prison. Un jeune syrien a lui été condamné à 52 ans de prison et à une amende de 242 000 euros pour « entrée illégale » et « facilitation d'entrée illégale » dans le pays.

Italie

- **Le Monde**, [Plus de 1400 migrants sont arrivés ce week-end sur l'île italienne de Lampedusa](#), le 10 mai 2021.
- **Euractiv**, [Brussels calls on EU countries to help Italy by taking migrants](#), le 11 mai 2021.
- **Deutsche Welle**, [Italy : Over 1000 migrants brought ashore on Lampedusa](#), le 9 mai 2021.

Plus de 1 400 exilé·e·s sont arrivé·e·s à bord d'une quinzaine de bateaux sur l'île de Lampedusa les 8 et 9 mai. Le 10 mai, la Commissaire européenne aux Affaires Intérieures a appelé les États européens à répartir au sein de l'UE les migrant·e·s débarqué·e·s en Italie. Par ailleurs, l'immobilisation des bateaux humanitaires *Sea Watch 3* et *Sea Watch 4* par les autorités italiennes a de lourdes conséquences, alors que les départs vers l'Italie en provenance de la Libye et de la Tunisie se poursuivent. L'OIM estime que 8 604 migrant·e·s sont arrivé·e·s en Italie depuis 2021.

- **InfoMigrants**, [Italie : l'ancien ministre de l'Intérieur Matteo Salvini n'aura pas à faire face à un autre procès à Catane](#), le 14 mai 2021.

⁹ **Borderline Europe** [Communiqué], [Lesbos : refugee face two life sentences after surviving shipwreck and trying to save 33 lives](#), le 11 mai 2021.

- **Aljazeera**, [Italian judge drops refugee 'kidnapping' case against Salvini](#), le 14 mai 2021.

Alors que Matteo Salvini, ancien ministre italien de l'Intérieur, était poursuivi pour abus de pouvoir et séquestration pour avoir empêché le débarquement de migrant·e·s dans le port d'Augusta (Sicile) en 2019, le tribunal de Catane a annoncé l'abandon des poursuites, le 14 mai. Cette décision diffère de celle du Parquet de Palerme qui a décidé de maintenir le procès de Matteo Salvini le 15 septembre pour des faits similaires.

Slovénie

- **Euronews**, [Estonia, Lithuania and Poland help migrant patrols at Slovenia border](#), le 7 mai 2021.

Le ministre de l'Intérieur slovène a annoncé, le 7 mai, que plusieurs officiers de police d'Estonie, de Lituanie et de Pologne viendront renforcer les effectifs des patrouilles slovènes pour empêcher les exilé·e·s de traverser la frontière avec la Croatie. Selon l'article, les franchissements de la frontière slovène ont diminué en 2021, avec 630 traversées recensées durant les deux premiers mois de 2021 contre 1 171 sur la même période en 2020. Cette baisse est imputée au renforcement et à l'extension des barrières slovènes depuis avril 2020¹⁰, auxquelles s'ajoutent les nombreux refoulements en cascade effectués par la Slovénie et la Croatie.

Pays non-membres de l'Union européenne

Royaume-Uni

- **The Guardian**, [Glasgow protesters rejoice as men freed after immigration van standoff](#), le 13 mai 2021.
- **The Independent**, [Charity considers legal action against Home Office over Glasgow immigration raid](#), le 16 mai 2021.

À Glasgow, le 13 mai, des militant·e·s et des citoyen·ne·s locaux ont interrompu l'expulsion de deux ressortissants indiens depuis le territoire écossais, permettant ainsi leur remise en liberté. L'association *Positive Action in Housing* a décidé de porter plainte contre le ministère de l'Intérieur britannique pour la détention illégale de ces deux hommes qui avaient un permis de séjour. Selon l'association *Free Movement*, environ 2 000 migrant·e·s sont expulsé·e·s chaque année de manière arbitraire par le Royaume-Uni sur le seul critère de la nationalité, afin de remplir les quotas d'expulsions par vols charters¹¹.

- **The Independent**, [Immigrants to be stripped of right to challenge deportation using judicial review](#), le 12 mai 2021.

¹⁰ **Euronews**, [La Slovénie renforce les barrières à sa frontière avec la Croatie](#), le 23 juillet 2019.

¹¹ **Free Movement**, [The Glasgow immigration raid was arbitrary : as are all such raids](#), le 16 mai 2021.

Une nouvelle refonte du système d’asile britannique, annoncée le 10 mai, prévoit l’impossibilité pour les demandeur·euse·s d’asile de contester leur expulsion devant la Cour Suprême – le gouvernement britannique estimant que les voies de recours entravent le renvoi effectif des personnes déboutées. Environ 700 recours seraient déposés chaque année au Royaume-Uni, avec un taux de succès inconnu. Ce projet a été grandement critiqué par plus de 200 ONG britanniques qui redoutent l’impact de cette législation sur la protection des droits des personnes exilées dans le futur.

MOYEN-ORIENT

Liban

- **Infomigrants**, [Lebanon stops 51 Syrians from crossing to Cyprus by sea](#), le 10 mai 2021.
- **L’Orient le Jour**, [L’armée arrête en mer 60 migrants à destination de Chypre](#), le 10 mai 2021.

La police libanaise a indiqué avoir intercepté en mer une embarcation avec à son bord une cinquantaine de ressortissant·e·s syrien·ne·s qui tentaient de se rendre à Chypre le 4 mai dernier (soit neuf jours après une intervention similaire, qui avait conduit à l’arrestation de 69 syrien·ne·s dans les mêmes circonstances). Ces interceptions maritimes interviennent dans le cadre du Protocole d’entente conclu entre Chypre et le Liban pour empêcher les arrivées d’exilé·e·s sur le territoire chypriote. Amnesty International accuse le Liban d’être un pays « non sûr » pour les 1,5 millions d’exilé·e·s présent·e·s, car il procéderait à des arrestations arbitraires et userait la torture dans des cas de suspicion de terrorisme¹², au renvoi forcé de réfugié·e·s statutaires syrien·ne·s¹³, et excluerait les exilé·e·s de la stratégie de vaccination nationale contre la Covid-19.

OCÉANIE

Australie

- **The Guardian**, [Budget immigration costs: Australia will spend almost \\$3.4m for each person in offshore detention](#), le 12 mai 2021.

Selon les prévisions budgétaires du ministère de l’Intérieur australien pour l’année 2021-2022, plus de 3,4 millions de dollars annuels seront dépensés pour chacun·e des 239 demandeur·euse·s d’asile détenu·e·s dans les centres *offshore* sur les îles de Nauru et de Papouasie Nouvelle-Guinée (soit un total de 812 millions de dollars annuels). Alors qu’aucun·e demandeur·euse d’asile n’a été envoyé dans ces centres de détention insulaires depuis 2014, le délai d’instruction des demandes d’asile de ces 239 personnes, qui sont enfermées depuis au moins sept ans, est immense – ceci n’empêchant pas les autorités australiennes d’investir des millions de dollars pour les maintenir (juridiquement et géographiquement) à l’écart, au mépris de leurs droits, dont celui à la santé.

¹²InfoMigrants, [Syrian refugees tortured by Lebanese security forces](#), le 24 mars 2021.

¹³Amnesty International [Rapport], [Les droits humains au Liban en 2020](#).